

## **Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour un Développement Durable Transformateur en Indonésie**

### **NOTE DE COUVERTURE**

La structure d'ACT responsable de cette déclaration est le Forum Indonésien d'ACT Alliance. Nous avons consulté le Groupe de Plaidoyer et de Politique de l'ACT Alliance dans la préparation de ce document. Cette déclaration aborde principalement la situation politique actuelle en Indonésie, le rétrécissement de l'espace pour la société civile, et l'importance des organisations religieuses dans la quête de la justice sociale. Les engagements proposés soulignent la nécessité pour les organisations de foi de conserver leur influence critique, de favoriser une solidarité plus forte, et de former une alliance robuste pour amplifier les voix prophétiques dans le développement durable transformateur.

### **SUJET**

Cette déclaration publique met en lumière les problèmes politiques et démocratiques actuels en Indonésie, qui est le quatrième pays le plus peuplé et la troisième plus grande démocratie au monde. Elle se classe également au quatrième rang en matière de déforestation, une situation qui impacte significativement l'environnement, la biodiversité et les communautés locales. De plus, cette déclaration développe le programme des "quick wins" national du nouveau président élu et explore comment il peut être rendu plus inclusif, transparent et impactant pour la vie des gens. Elle souligne également l'importance de l'ACT Alliance dans la création d'un espace pour influencer les politiques et pratiques en matière de développement durable transformateur.

# DÉCLARATION

## **Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour un Développement Durable Transformateur en Indonésie**

L'Indonésie est le plus grand pays archipélagique avec plus de 17 000 îles et plus de 81 000 km de côtes, situé dans la ceinture volcanique du "cercle de feu" du Pacifique. L'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé au monde avec une population de 283 millions d'habitants et la troisième plus grande démocratie. L'Indonésie possède un tiers des forêts tropicales du monde, mais se classe toujours au quatrième rang mondial pour la perte de forêts tropicales primaires. La perte de couverture forestière en Indonésie a un impact significatif sur l'environnement, la biodiversité et les communautés locales. Pour les peuples autochtones en Indonésie, la perte de terres a gravement affecté leurs moyens de subsistance, y compris les menaces pesant sur leurs foyers, leur identité et leur culture, ainsi que leur accès à la nourriture et à l'eau, aux structures économiques et à leur bien-être. Cela conduit souvent à des déplacements forcés des peuples autochtones pour relocaliser leurs foyers et communautés. Le pays a également déjà subi les effets du changement climatique, notamment des pluies plus intenses, des glissements de terrain et des inondations pendant la saison des pluies, et davantage d'incendies durant une saison sèche plus longue.

Bien que la contribution de la société civile indonésienne à la démocratie soit reconnue, moins de progrès a été réalisé en matière de droits de l'homme et de protection de l'environnement. L'Indonésie a connu un rétrécissement de l'espace de la société civile qui menace les droits civils et exerce une pression sur la société civile pour qu'elle exerce ses fonctions. 2024 est une année politique pour l'Indonésie, avec l'élection présidentielle prévue le 14 février et les élections locales pour élire des gouverneurs, maires et régents en Indonésie le 27 novembre dans 548 régions : 37 provinces, 415 districts et 93 villes. L'élection de 2024 est un moment crucial pour la démocratie indonésienne, mais elle déclenche également une polarisation politique pour le peuple. L'Indonésie est témoin d'une montée de l'indignation publique face à la corruption et aux injustices politiques et démocratiques. Les gens expriment leurs préoccupations à travers une campagne nationale qui avertit d'une "urgence démocratique" face à une possible crise constitutionnelle suite à la décision de la Chambre des représentants de contourner un jugement de la Cour constitutionnelle qui abaisse le seuil électoral pour les élections régionales de novembre.

Alignés avec le thème de l'Assemblée Générale de l'ACT Alliance "Espoir en Action : Ensemble pour la Justice", nous, en tant qu'ACT Alliance, croyons que les organisations de la société civile - en particulier les organisations religieuses - jouent un rôle clé dans l'avancement de la justice sociale, du bien-être communautaire et des droits de l'homme ; ainsi que dans la participation à des questions politiques en soutenant les programmes gouvernementaux et en promouvant l'harmonie dans les communautés. Bien que nous croyions que les forces des organisations

religieuses viennent de la coopération multi-parties prenantes, les défis d'accès aux ressources en raison de la diminution du financement international et d'un manque de consolidation dans le plaidoyer ont rendu le mouvement de la société civile moins efficace. De plus, les organisations religieuses se trouvent dans un dilemme moral lorsque les politiques gouvernementales accordent des concessions minières aux organisations religieuses. Il est important que l'ACT Alliance continue à faire entendre les voix de la foi et celles des communautés, tout en veillant à ne pas accéder à des ressources qui mettraient les communautés en plus grand danger et mettraient notre légitimité morale en péril.

Le nouveau gouvernement poursuivra les politiques de transformation des ressources naturelles de l'administration précédente, y compris l'octroi de concessions minières aux organisations religieuses. Le gouvernement prévoit également de lancer quatre programmes de "quick wins". Il s'agit de : (1) Des repas nutritifs gratuits pour les femmes enceintes, les mères allaitantes, les jeunes enfants et les étudiants à tous les niveaux d'éducation avec un budget de 71 trillions IDR pour la première phase en 2025 ; (2) Des bilans de santé gratuits pour 52,2 millions de personnes ainsi que l'équipement des hôpitaux avec du matériel pour améliorer les hôpitaux de type D à type C avec un budget de 197,8 trillions IDR ; (3) La rénovation des écoles avec une allocation budgétaire de 20,3 trillions IDR qui comprendra la rénovation des salles de classe, du mobilier et des toilettes ; et (4) La sécurité alimentaire à travers des greniers alimentaires nationaux dans les régions et villages avec un budget de 124,4 trillions IDR. Malgré l'engagement ambitieux d'atteindre une croissance économique de 8 % et de réduire les émissions de 32 % grâce à ses propres contributions ou de 43 % avec le soutien international, le programme de développement national actuel de l'Indonésie tend à être pragmatique et orienté vers le capitalisme sans tenir compte des perceptions de risque et de son impact sur les personnes et l'environnement. Une action collective est nécessaire pour protéger les droits civils, promouvoir une gouvernance démocratique inclusive, ainsi que des programmes de développement transparents et responsables qui sont fondamentaux pour la durabilité économique, sociale et politique.

### **Engagements et Recommandations**

Nous croyons que les organisations de la société civile, en particulier les organisations religieuses, ont le pouvoir de voix prophétique pour créer l'harmonie et construire la paix, et apportent une valeur ajoutée dans le développement durable transformateur à travers des programmes inclusifs et responsables.

### **Nos Engagements en tant qu'ACT Alliance :**

- Nous, en tant que membres du Forum Indonésien d'ACT, nous engageons à **être des partenaires stratégiques du gouvernement dans le développement transformateur** à travers une participation active à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du développement, de l'humanitaire et de la construction de la paix avec des

## PUB 13 – DÉCLARATION PUBLIQUE

ressources et des pratiques qui ne nuiront pas aux communautés ou à l'environnement. Cela comprend la participation et les contributions critiques dans la mise en œuvre et le suivi du programme de "quick wins" du nouveau président élu.

- Nous, en tant qu'ACT Alliance, nous engageons également à **une mobilisation efficace et stratégique des ressources au sein des membres de l'ACT Alliance**. Cela inclut, mais ne se limite pas à :
  1. le partage de capacités entre membres ;
  2. une plateforme de financement et de programmation inclusive, holistique et dirigée localement ; et
  3. maintenir un réseau stratégique et des partenariats avec des églises qui se sont avérées efficaces et puissants pour créer un espace politique et faire entendre les voix prophétiques à tous les niveaux.

### **Notre Appel aux États :**

- Nous appelons le gouvernement indonésien à **reconnaître les rôles de la société civile et à continuer à travailler en collaboration avec les organisations de foi et les organisations de la société civile** dans la mise en œuvre des programmes de "quick wins" et des programmes de développement durable dans le pays. Nous appelons également le gouvernement à respecter les droits constitutionnels et à protéger les droits civils.
- Nous appelons les organisations de la société civile, en particulier les organisations religieuses, à **participer activement et à contribuer à la résolution des problèmes des droits de l'homme et à promouvoir l'efficacité du développement et la construction de la paix** avec leur voix prophétique.

*Une majorité de l'assemblée s'est déclarée d'accord avec les opinions exprimées dans cette déclaration.*

*Bien que de nombreux membres d'ACT soient d'accord avec la déclaration publique, certains membres ont exprimé des points de vue divergents sur le contenu ou le ton. Leur décision reflète les diverses perspectives au sein de notre alliance, et nous respectons leur choix de s'abstenir ou de voter contre. Comme toujours, nous valorisons le dialogue collectif et encourageons la poursuite des discussions sur le sujet, reconnaissant la force de notre unité dans la diversité.*